

Interview de Paul Collowald: la Déclaration Schuman du 9 mai 1950 (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

Source: Interview de Paul Collowald / PAUL COLLOWALD, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 27.-28.06.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:16:45, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_paul_collowald_la_declaration_schuman_du_9_mai_1950_sanem_27_et_28_juin_2002-fr-e6226f7b-7838-4fd8-99f5-8cd9d2ead815.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Paul Collowald: la Déclaration Schuman du 9 mai 1950 (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

[Etienne Deschamps] Comment avez-vous vécu la fameuse déclaration Schuman du 9 mai 1950?

[Paul Collowald] Étant à Strasbourg et ayant vécu les débuts du Conseil de l'Europe et, à titre personnel, m'étant beaucoup impliqué dans des conférences européennes avec le Foyer de l'étudiant catholique, nous étions, début 1950, aux aguets, parce que, précisément après avoir rencontré pour la première fois Robert Schuman, au mois d'août 1949, en partant, j'avais compris que lui, le mois suivant, en septembre 1949, il avait rendez-vous à Washington avec ce qu'on appelait les trois alliés, l'Américain Dean Acheson et l'Anglais Ernest Bevin et lui, Robert Schuman, c'était le trio des alliés occidentaux et ils devaient se réunir en marge des Nations unies pour faire face. À quoi? Eh bien, à cet immense point d'interrogation: désormais les Allemands vont avoir, puisqu'ils ont un Parlement, vont avoir un gouvernement – on ne sait pas lequel – ensuite une démarche démocratique mettra au point une coalition, il y aura une opposition, etc., donc, dans ce contexte, que vont devenir les problèmes des démontages, le problème de la Ruhr, le problème de la Sarre? Il faut quand même réfléchir, qu'est-ce qu'on va faire? Parce qu'il y avait toutes sortes de plans qui voulaient réduire l'Allemagne à des choses plus que modestes. Alors, cette rencontre du mois de septembre, à Washington, à quelques heures près, a coïncidé avec l'élection de Konrad Adenauer, en septembre, autour du 20 septembre, à Bonn, comme premier chancelier. Bien. Donc, vous avez deux faits nouveaux: Konrad Adenauer est le premier chancelier, il devra donc être l'interlocuteur des trois alliés occidentaux et, à Washington, qu'est-ce qui se passe entre ces trois personnages? Là aussi, j'ai envie de pourfendre quelques idées reçues. J'ai lu un certain nombre de choses sur cette IV^e République: lamentable. Très bien. Les coalitions évanescences, etc. Et puis, ces Français allant mendier à Washington des crédits, etc. Très bien. Mais figurez-vous que ce jour-là, le 20 septembre 1949, lorsque Acheson, Bevin et Schuman sont ensemble – et je le tiens d'un témoin, Bernard Clappier, directeur de cabinet de Robert Schuman – finalement, Dean Acheson se tourne vers Robert Schuman, pour lequel il avait beaucoup d'estime, il regarde Ernest Bevin en disant: «Écoutez, finalement, on va se retrouver à Londres au printemps – il fixe le 10 mai – pour prendre des décisions (après-guerre, problème allemand, etc.). Chargeons notre collègue Robert Schuman, qui quand même est en première ligne, c'est un Lorrain, un Français qui connaît bien tout ce monde germanique, on va lui demander de nous faire une proposition.» Et Bernard Clappier me raconte que Dean Acheson entend vaguement un grognement de la part d'Ernest Bevin et Dean Acheson dit: «Eh bien, voilà, nous sommes d'accord.» Et Bernard Clappier me racontant cette anecdote dit: «Il a quand même un peu bousculé Ernest Bevin.» Mais ce qui montre quand même – c'est pour ça que je parle d'idées reçues – c'est le ministre des Affaires étrangères américain qui demande à Robert Schuman de proposer quelque chose sur le problème allemand, l'après-guerre, etc. C'est une vérité historique, moi je ne la vois pas tellement souvent mise en exergue. Bref, le 10 mai, ah... Pour arriver le 10 mai avec une proposition – comme je le disais, nous étions un peu aux aguets dans la presse, mais il ne se passe rien. Le chancelier Adenauer, au mois de mars je crois, avait lancé un projet, mais l'Allemagne ne pouvait pas lancer un projet, c'est évident. Alors, on arrive à cette chose extraordinaire, c'est que deux hommes extrêmement différents: Jean Monnet, avec tout son parcours. Sa jeunesse: il était au fond un démarcheur pour sa famille pour vendre du cognac à travers le monde, il a été secrétaire général adjoint des Nations unies, il a participé au Victory Program de Roosevelt, il était à Alger dans le premier comité français de de Gaulle... Et il est commissaire au Plan, nommé par de Gaulle pour redresser l'économie française après la guerre. Et ce Jean Monnet, de la Charente, petit, pas éloquent du tout, avec ce Schuman, beaucoup plus grand, des marches de l'Est et tout son parcours, et son petit accent mosellan à la rigueur, ces deux hommes, finalement, moi je trouve – là aussi, j'ai lu un certain nombre de choses où on essaye d'opposer, «c'est Jean Monnet qui a fait la déclaration Schuman, c'est Jean Monnet qui est l'inventeur, etc.». Bon. C'est tout simple, si on peut dire, c'est que Jean Monnet, au commissariat au Plan, réfléchissait fatalement par une approche économique, mais dans un contexte politique, «mais qu'est-ce qui va se passer là? Comment on va la [sic] faire cet après-guerre?» Et lui avait écrit à Alger, en août 1943, un document sur l'après-guerre justement. Et avec ses collaborateurs, il écrit une note, je ne sais pas, de six ou sept pages pour voir comment résoudre ces problèmes de l'après-guerre et notamment le problème allemand. Il l'envoie par respect évidemment au Premier ministre, c'était un président du Conseil, c'était Georges Bidault, et en même temps, il cherche à atteindre Bernard Clappier, qui est le directeur de cabinet de Robert Schuman. Et, finalement, ils ne se retrouvent pas et lorsque Bernard Clappier indique à Jean Monnet qu'il approche le week-end du premier mai et que son ministre va rentrer en Moselle, à Scy-Chazelles,

à dix kilomètres de Metz, pour aller se reposer un petit peu, le 29 avril 1950, il accompagne son patron, Robert Schuman, donc, son directeur de cabinet à la gare de l'Est et il dit: «On vient de voir Jean Monnet et il m'a dit: parlez-en à Schuman. Voilà.» Bon, Schuman emmène ça à Scy-Chazelles, il médite quarante-huit heures là-dessus. Il dit: «Ça, c'est formidable, on va lui donner une touche politique. Moi, ministre, je devrais reprendre la responsabilité, entre guillemets, de vendre ça à mes collègues, à mon gouvernement», parce que le ministre des Affaires étrangères ne peut pas prendre des initiatives de cette nature sans que ce soit entériné et nous partons pour dix jours, à peine dix jours, j'allais dire de la semaine la plus longue de l'Europe. Schuman rentre à Paris et dit: «J'en fais mon affaire». Il en parle, le mercredi, au Conseil des ministres, comme ça: «Écoutez, vous savez qu'il faudra changer l'ordre... le 10 mai, je dois être à Londres, vous vous souvenez, il y a une réunion là-bas. Bon, on va faire une proposition.» Bidault: «Bon, eh bien, d'accord.» Il l'avait laissée dans le tiroir... Pendant ce temps, une rédaction, deux rédactions, huit rédactions de ce texte et le texte est prêt le 8 mai et Robert Schuman décide qu'on est vraiment dans les cordes. Pour arriver le 10 mai à Londres, il faut que le Conseil des ministres, qui a été avancé de 24 heures, décide le 9 mai, ce qui est devenu la déclaration Schuman. Ce n'est pas seulement le début de la CECA, c'est une immense aventure politique, puisqu'il y a là-dedans la réconciliation franco-allemande, dans des termes extrêmement précis et forts, il y a l'esquisse d'un projet politique, même un peu plus, puisqu'on dit que ce sont les assises d'une future fédération européenne. Alors, le mot fédération européenne est deux fois dans le texte, excusez du peu, ce n'est pas un méli-mélo de charbon et d'acier, c'est un grand projet politique et ça aussi au passage on l'oublie quelques fois. Et Schuman sait que ça ne peut réussir qu'avec les Allemands. Si ça ne fonctionne pas avec Bonn, eh bien, on va se planter. Alors, c'est là où j'évoquais la photo, où Robert Schuman était accompagné de Maurice Couve de Murville et de Robert Mischlich, ce Robert Mischlich qui était bilingue, il l'envoie au chancelier Adenauer avec la substance de la déclaration Schuman qu'il soumettra au Conseil des ministres, pour ensuite, éventuellement, faire une conférence de presse dans la foulée. Il l'envoie en grand secret à Bonn et alors là, c'est, j'allais dire c'est toujours très amusant la grande et la petite histoire: à Bonn, le gouvernement français est représenté par qui? Par l'ambassadeur François Poncet, qui a le titre de haut-commissaire, etc., qui représente la France là-bas. Il n'est pas mis au courant, il n'est pas mis au courant! C'est vraiment une décision de Robert Schuman, sur le plan politique, où il grille le Quai d'Orsay, qui était contre – ça, c'était, depuis Richelieu jusqu'à cet endroit-là, ce n'était pas tout à fait la théorie – et ensuite, le dialogue qu'il y a entre Robert Mischlich et Adenauer est tellement positif... Adenauer dit: «Mais, c'est formidable, je vais faire une conférence de presse cet après-midi.» et Mischlich lui dit: «Je vous en supplie, Monsieur le chancelier, surtout ne faites pas ça, parce que ça doit passer au Conseil des ministres entre midi et demi et une heure, à Paris.» Et ça, nous étions le matin du 9 mai, à Bonn. «D'accord, bon.» Alors, Mischlich téléphone à Bernard Clappier, le directeur de cabinet, qui était aux aguets, qui informe Robert Schuman; ils étaient en Conseil des ministres et Bidault allait lever la séance, l'ordre du jour était épuisé, en disant: «Ah oui, Schuman voulait encore un point.» Ok, Konrad Adenauer est enthousiaste. Bon, alors Schuman explique, paraît-il, rapidement, sans dire: «Je roule les mécaniques», pour avoir le feu vert. C'était le 9 mai, midi et demi, une heure moins le quart et le lendemain il fallait être à Londres avec un projet. Alors, je dis – l'anecdote est intéressante – que l'ambassadeur François Poncet était grillé. Eh bien, il y a une autre anecdote que j'ai reconstituée entre-temps, c'est que le fils de François Poncet, Jean-François Poncet, était secrétaire général de l'Élysée à un moment donné et ministre des Affaires étrangères français, que j'ai rencontré, et qui a épousé une fille de la famille de Wendel, de Lorraine. Et un jour, je ne sais plus dans quelles circonstances, je crois à Thionville, dans une réunion européenne, je raconte un peu ça avec son mari et madame dit: «Oui, mais, mon père était fou de rage. Il a appris dans le train qu'il allait y avoir ou qu'il y a eu la déclaration Schuman, la conférence de presse.» Donc, il avait grillé le Quai d'Orsay et il n'avait pas procédé, comme on dit, à de vastes consultations. Mais Schuman, c'est là où je dis qu'il y a cette grande convergence et cette rencontre avec Jean Monnet, c'est que Robert Schuman avait une confiance totale sur le dossier techniquement bien ficelé par Monnet, où ils avaient pris des contacts avec la sidérurgie, les charbonnages et tout ça, parce qu'il ne fallait pas simplement partir comme Don Quichotte, hein? Donc, ça, Schuman le savait. Donc, vous avez les ingrédients, et c'est ça la réponse à la fameuse question: «Qui est le père de la déclaration Schuman? Est-ce que c'est Monnet ou Schuman?» Eh bien, c'est très simple! Le gros travail du dossier bien ficelé, de l'articulation de tout ça, que ça tenait la route sur le plan économique, juridique, c'est Monnet et son équipe. Mais des dossiers comme ça, moi, j'en connais vingt qui sont dans les poubelles de l'histoire. Donc, c'est Schuman qui a la responsabilité politique de faire endosser ça par le gouvernement français et ensuite de se battre. Et ça a commencé... – quand je dis se battre, bon, c'est un terme peut-être un peu excessif, mais lorsqu'il y a eu la

réponse du Benelux, d'accord du côté belge, d'accord du côté italien, du côté néerlandais avec quelques réticences, ils se trouvaient simplement à un plus cinq. Les Allemands, bon, Konrad Adenauer avait dit «oui». Ils n'étaient qu'à six. Donc, si vous vous dites: «La petite Europe à six, est-ce qu'il ne faut pas convaincre les Anglais?» Mais bien entendu, Schuman auprès de Bevin et Monnet qui connaissait admirablement un tas de gens à Londres, en mai et juin 1950, ont fait vraiment tout pour convaincre les Anglais. Et si Schuman avait vendu, pour un plat de lentilles, l'essentiel de ce plan? On ne serait pas en train de parler de l'Union européenne, de la Communauté européenne, parce qu'on aurait fini par une aimable zone de libre échange et puis basta. L'histoire aurait passé par là. Donc, ce qu'on peut constater c'est qu'à un moment donné, il faut prendre des responsabilités politiques, il faut une volonté politique et, à un moment donné, si on ne peut pas faire tout, avec tout le monde, tout de suite, il faut y aller avec ceux qui veulent. Je crois que cela peut encore servir à l'occasion quelques années plus tard.